

# Volume 56

Vol. 56 du Quartier latin, No 12, 28 nov. 1973

## MANIFESTATION

de solidarite avec les travailleurs  
de Firestone Gypsum et Shellcast



mercredi 5 decembre 7.30  
parc Lafontaine

# volume 56:

Photos Jean Simard  
Groupe des  
Photographes Populaires

Montage Photo  
Christer Themtander

Comité de Solidarité  
Québec-Chili (UdeM)  
Yassin Abouricha  
Danièle Bourassa  
Patrice Groulx  
Charles Halary  
Daniel Payette  
André Parizeau  
Patrice Pothier

NOUS CHERCHONS DES COLLABORATEURS,  
SPECIALEMENT DE L'U. DE M.. LES REUNIONS  
ONT LIEU AU CENTRE SOCIAL, 5e ETAGE.

LE MERCREDI 17H30  
PREPARATION DU NUMERO SUIVANT.

Dépôt Légal: Bibliothèque Nationale



Lithographié par Journal Offset Inc.  
254 Benjamin-Hudon, Ville St-Laurent

## COMMUNIQUE

Conférence Chili. Cette semaine: le 29 novembre, "la nouvelle industrialisation au Brésil" donné par MANUEL DE SILVA. Au local 3335 Anthropologie.

## LE BOYCOTTAGE DES LAITUES SE POURSUIT

Services-Campus après avoir pris connaissance des effectifs de la campagne de boycottage a décidé de ne plus servir de laitues et de raisins au Café-Campus ainsi que dans les distributrices de l'Université. Services-Campus s'ajoute donc à la Commission des Ecoles Catholiques, aux Cooprix, aux comptoirs alimentaires qui ont choisi de ne pas participer à l'exploitation des ouvriers agricoles. A quand les cafétérias de l'Université?

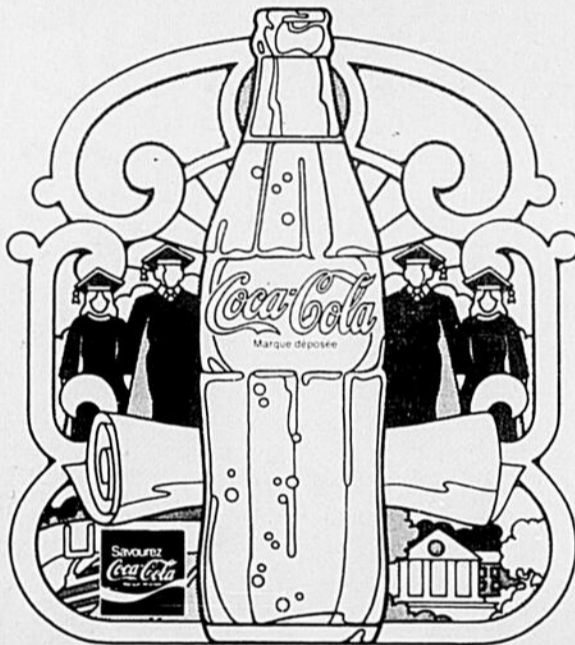
A ce sujet une visite aux cafétérias lundi dernier le

26 novembre nous a confirmé que la laitue servie est "scab". Nous demandons donc aux étudiants et professeurs de continuer à boycotter les raisins et laitues "scabs" et à commander leur menu sans salade.

Vendredi le 30 novembre à 18h30 à la polyvalente Jeanne Mance, 4240 rue Bordeaux (près Delorimier et Mont-Royal), venez entendre le président des travailleurs agricole CESAR CHAVEZ qui a été invité par le Comité Régional Intersyndical de Montréal (C.R.I.M.).

# Coke...le vrai de vrai

Marque déposée



*Dr. N. Scaff, O.D.*

Optométriste - spécialiste de la vue

- Examen de la vue
- Verres de contact
- Lunettes médicales

374 ouest, Sainte-Catherine

861-3761

# ASSURANCE - MOTOCYCLETTE



LA COMPAGNIE D'ASSURANCES ÉLITE

**Le plus grand marché  
d'assurance motocyclette  
au Québec.**

POUR RENSEIGNEMENTS  
APPELER OU ECRIRE  
(514) 729-3279  
2275 est, rue Jean-Talon  
Montréal

**POLICES DE 6 MOIS DISPONIBLES**

**LA NOUVELLE COMMISSION DES SERVICES AUX ETUDIANTS**



Assemblée générale pour choisir un représentant étudiant à la Commission des Services aux étudiants.

L'université de Montréal - c'est bien connu - cherche la "participation" des étudiants. Combien de fois les différents vice-recteurs et doyens n'ont-ils pas déplorés la disparition de l'AGEUM et l'absence de délégués étudiants sur les différents comités universitaires où ils pourraient siéger. Combien de fois n'ont-ils pas regrettés le "bon vieux temps" où les étudiants faisaient valoir (sans jamais rien obtenir d'ailleurs) leurs revendications dans les cadres institutionnels.

Comme cette prétendue

"participation" présente le précieux avantage de canaliser le mouvement étudiant et de l'amener à des revendications strictement corporatistes, l'université a résolu (voilà une participation bien pensée!) de nous obliger à "participer".

Ainsi donc l'administration s'est-elle permis de convoquer, cette semaine, des assemblées générales de façon à nous permettre de choisir nos représentants à la nouvelle commission des Services aux Etudiants. Qu'a-t-elle de

nouveau cette "commission"? Uniquement qu'au paravant l'administration choisissait elle-même nos représentants. (n.b. plus j'y pense plus ces "élections" me font penser aux "élections démocratiques" en Grèce).

A notre avis il faut signifier une fois encore notre refus de faire le jeu de l'administration et d'envoyer de prétendus "représentants" cautionner ses politiques administratives. Allons aux assemblées mais pour REFUSER D'ELIRE UN REPRESENTANT.

**SOIREE DE SOLIDARITE**

Le Comité de Solidarité (Montréal) aux luttes ouvrières FIRESTONE-GYP-SUM-SHELLCAST a organisé vendredi le 23 novembre une soirée de solidarité avec les travailleurs en lutte. Cette soirée avait un double but: d'une part bien sûr ramasser des fonds pour le financement du comité et le soutien des grévistes, mais aussi, d'autre part, consolider le militantisme des groupes qui participent au soutien actif.

Plus de 700 personnes (dont les militants du Comité de Soutien UQAM-UdeM) se sont rendues à la soirée. Et toutes n'avaient pas pu se procurer de billet (ils étaient déjà presque tous distribués plusieurs jours à l'avance).

Après un court spectacle de chants militants et révolutionnaires (interprétés par un groupe du Centre des Femmes et un groupe haïtien) les 700 personnes ont écouté les interventions des différents groupes de travailleurs. Les ouvriers de FIRESTONE annoncèrent à cette occasion qu'ils négocient désormais sans leur Union Internationale (ils l'ont remerciée de ses services).

Toute l'assemblée entonna ensuite en chœur l'"Internationale". Enfin tout le monde dansa jusqu'à tard dans la nuit.

Le Comité de Solidarité prépare maintenant la manifestation qui se tiendra le 5 décembre.

**Deux prix de \$500 à gagner!**

Dites-nous pourquoi vous choisiriez une carrière en assurance-vie. Ou dites-nous pourquoi pas.

Peut-être n'avez-vous jamais songé à devenir vendeur d'assurance. Peut-être savez-vous, d'autre part, que la carrière d'assureur est l'une des plus stimulantes qu'on puisse entreprendre. Par exemple, pour vous qualifier comme vendeur d'assurance, vous devez subir, par écrit, un examen très complet du gouvernement. Le saviez-vous?

Afin de connaître votre opinion d'une carrière dans l'assurance, nous vous offrons une occasion unique en son genre. Mettez simplement par écrit, en 500 mots environ, vos raisons de choisir la carrière d'assureur-vie...ou de ne pas la choisir.

Nous décernerons un prix de \$500 en obligations d'épargne du Canada pour chacun des deux meilleurs textes, l'un "pour", l'autre "contre". Alors, mettez-vous à l'œuvre et faites-nous connaître votre opinion au plus tôt. (Si vous avez besoin de certaines données et d'autres renseignements, communiquez avec le bureau de La Métropolitaine de votre localité).

Au fait, si vous croyez posséder les

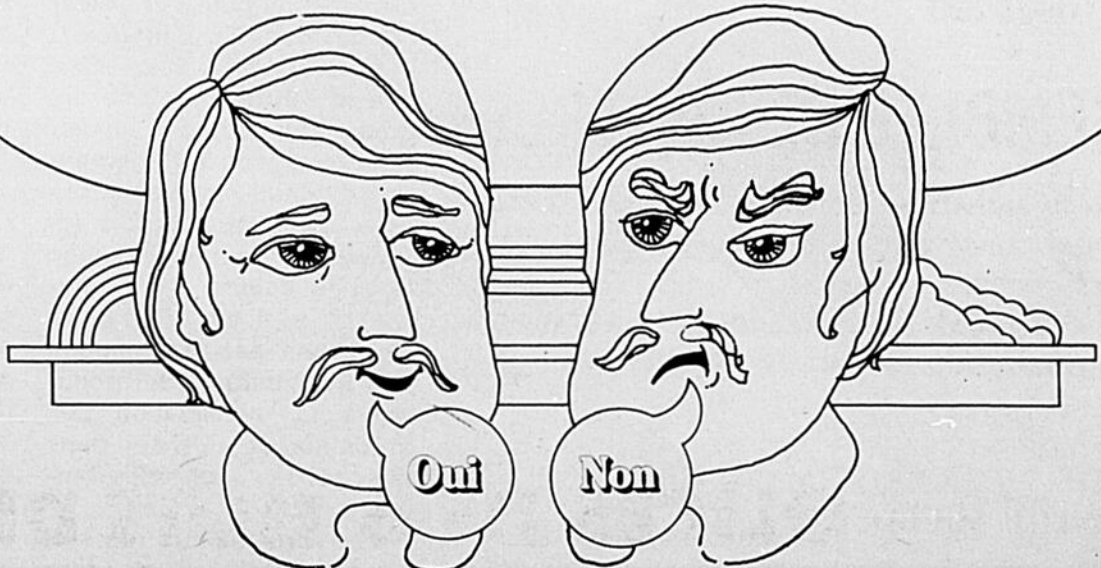
qualités voulues pour devenir un représentant de La Métropolitaine, c'est tout de suite le temps de penser à votre avenir. Même si vous ne participez pas au concours, communiquez avec nous et nous en causerons. Ecrivez à M. Roy V. Chapman, vice-président adjoint, La Métropolitaine, 180 rue Wellington, Ottawa, Ontario K1P 5A3.

**RÈGLES DU CONCOURS:**

1. Le concours s'adresse à tous les étudiants qui recevront un diplôme d'une université ou d'un collège canadiens en 1974 ou 1975.
2. Les textes soumis devront, de préférence, être dactylographiés, ou rédigés lisiblement à la main sur une seule face de papier et être intitulés soit: "Pourquoi je choisirais la carrière de vendeur d'assurance-vie", soit "Pourquoi je ne choisirais pas la carrière de vendeur d'assurance-vie". Les textes ne doivent pas dépasser 500 mots et peuvent être rédigés en français ou en anglais. (Deux prix seront attribués pour chacune des deux langues.)

3. Chaque page du texte doit porter le nom de l'étudiant, son adresse, le nom de l'université qu'il fréquente, la mention du cours suivi et l'année d'obtention du diplôme.
4. Les textes devront être adressés à M. Gary L. Smith, directeur des communications, La Métropolitaine, 180 rue Wellington, Ottawa, Ontario K1P 5A3, et être postés au plus tard le 1er février 1974.
5. Le jury se composera d'un enseignant à une faculté commerciale d'une université canadienne, d'un rédacteur commercial et d'un représentant de La Métropolitaine.
6. La décision des juges sera irrévocable. Les textes soumis deviendront propriété de La Métropolitaine.
7. Les employés ou représentants de La Métropolitaine ainsi que les membres de leur famille immédiate n'ont pas droit de participer au concours.
8. Tous les participants seront avisés par la poste des résultats du concours.

**La Métropolitaine**   
L'avenir, c'est tout de suite.



# Une semaine décisive

Y aura-t-il ou n'y aura-t-il pas à l'UQAM en septembre prochain un module de "sciences juridiques", un programme de droit "au service du monde ordinaire"? Dans quelle mesure la détermination des ex-futurs étudiants et des professeurs de Sciences juridiques aura-t-elle eu raison de la volonté de l'administration de l'UQAM? C'est ce qu'on saura sans doute cette semaine puisque l'administration de l'UQAM a jusqu'au 30 novembre, selon la convention collective, pour signifier aux professeurs de sciences juridiques le non-renouvellement de leurs contrats.

Volume 56 a déjà raconté (dans son premier numéro) de quelle façon l'ouverture de ce module de "droit populaire", prévue pour septembre 73, avait été reportée d'un an. Alors que le programme de sciences juridiques avait reçu l'approbation de tous les organismes supra-universitaires (CREPUQ, Conseil des Universités), le ministre Cloutier - suite aux pressions en coulisse du Barreau et des facultés de droit - dénonça, au début mai, devant une commission parlementaire, les "orientations révolutionnaires pseudo-marxistes" du programme et menaça de couper les fonds au futur module. Il n'en fallait pas plus pour que le conseil d'administration de l'UQAM décidât, moins d'un mois plus tard, de reporter l'ouverture du module. Cette décision lui

permettait en effet non seulement de transformer l'orientation fondamentale du programme mais aussi de reprendre le processus des admissions en utilisant les critères traditionnels fondés sur l'origine sociale plutôt que sur l'intégration du candidat aux groupes populaires actifs ainsi qu'on l'avait fait d'abord.

Les 86 étudiants de sciences juridiques régulièrement admis ont tenté de ne pas se laisser imposer la décision de reporter l'ouverture du module. Ils ont entrepris des procédures devant les tribunaux pour faire casser la décision du CA de l'UQAM.

Débutés, fin juillet, de leur demande d'injonction, les désormais "ex-futurs étudiants" de sciences juridiques ont entrepris dès lors une longue bataille pour s'assurer de l'ouverture du module en septembre 74 avec le même programme et le même mode de sélection.

Conscients, d'une part que la première victoire serait le réengagement des professeurs et, d'autre part, que pour l'obtenir il fallait s'assurer d'un appui aussi large que possible à l'intérieur même de l'UQAM, ils ont donc utilisé tous les moyens à leur disposition pour faire connaître l'"affaire" des sciences juridiques et populariser leur lutte: impression d'un colant ("On lâche pas"), pétition signée par plus de 5,400 étudiants, professeurs et employés de l'UQAM et de l'U. de M., dif-

fusion d'un dossier sur l'Université, la Politique et le Droit préparé par les professeurs de sciences juridiques, tenue d'un débat-midi à l'U. de M. sur le même thème, rédaction d'un numéro spéciale de "La lutte continue" (journal des étudiants de l'UQAM), et dans la même perspective ils envisagent maintenant la préparation d'un colloque sur la fameuse "université populaire".

Les ex-futurs étudiants de sciences juridiques sont ensuite passés à des formes d'intervention directe pour montrer clairement

côté n'ont jamais dérogé à leur ferme volonté de ne pas se laisser imposer quelque modification que ce soit à l'orientation fondamentale du programme qu'ils avaient élaboré. Ils se sont tout particulièrement attachés à consolider l'appui dont ils bénéficiaient auprès des syndicats et des différents groupes populaires. Depuis la mi-octobre les différents groupes tant de l'UQAM (COPE, SPUQ) que de l'extérieur (CEQ, CSN, ACEF, ADDS) qui revendiquent aussi l'ouverture du module avec la même orientation se sont

exemplé) à un comité de personnes extérieures à l'université et peu sympathiques à l'orientation initiale du futur module. En sera-t-il encore ainsi cette semaine? L'administration tentera-t-elle un coup de force de dernière minute?

Cette "affaire" des sciences juridiques - nous l'avons déjà dit - manifeste de la volonté du gouvernement d'accroître son contrôle sur le contenu de l'enseignement (cf aussi le code de promotion des profes-



"... on lâche pas, on occupe..."

à l'administration leur détermination à obtenir gain de cause et pour consolider l'appui dont ils bénéficient déjà à l'UQAM. C'est ainsi que le 12 novembre ils ont occupé pendant plus de deux heures (jusqu'à l'intervention de l'anti-émeute) le bureau du recteur Dorais (cf le récit de l'occupation dans le Volume 56, numéro 10) et il est clair qu'ils n'excluent pas, en fonction des événements, de recourir à la mobilisation des étudiants de l'UQAM dans des actions plus importantes.

Les professeurs de sciences juridiques de leur

dotés d'un "comité de stratégie" composé de neuf représentants qui verra à proposer des moyens d'action concrets et à coordonner les différentes interventions à venir.

L'administration de l'UQAM a du jusqu'à présent tenir compte de la solidarité qui s'est développée et qui se consolide autour des ex-futurs étudiants et des 5 professeurs de sciences juridiques et n'a pas pu jusqu'à maintenant congédier ces derniers. Elle s'en est tenu à confier l'implantation du programme (engagement des professeurs par

seurs à l'U. de M.) mais plus encore elle fait ressortir le caractère de classe de l'idéologie véhiculée par l'université: L'enseignement qu'on y dispense (et qu'on doit y dispenser) sert (et doit continuer à servir) les intérêts précis de ceux qui tirent profit de l'exploitation des travailleurs. Pour nous la lutte politique - car c'est bien de cela qu'il s'agit - que mènent les ex-futurs étudiants de sciences juridiques ne doit donc pas rester une lutte isolée et plus que jamais, cette semaine, la solidarité de tous sera indispensable.

## VOLUME 56

## ASSEMBLEE DE CONTROLE

Il y sera question du bilan et de la critique du journal ainsi que des perspectives pour le reste de l'année.

Tous ceux qui s'intéressent aux problèmes d'un journal militant sur le campus sont invités.

LUNDI 3 DECEMBRE AU 6ième ETAGE  
DU CENTRE SOCIAL A 20H.

# Pourquoi nous ne passerons pas

Dans la société coexistent deux images extrêmes et contradictoires de l'étudiant au Québec!

Tout d'abord le futur jeune professionnel, dynamique, fier de sa formation hautement spécialisée et qui pense déjà le monde, du haut de son futur et espéré bureau "design" perché au 540 étage d'un immeuble d'affaires.

Ensuite vient son contraire, le jeune étudiant, souvent barbu, sur qui l'on bute en toute occasion lorsqu'il s'agit de manifestation de solidarité avec des ouvriers en grève ou des peuples écrasés par la botte fasciste.

Nous ne nous reconnaissons certainement pas dans l'arrivisme anthropophage des premiers. La mystification idéologique de la "réussite universitaire" tend aujourd'hui à se désagréger aux yeux d'étudiants toujours plus nombreux, l'arrivisme ne paie plus à coup sûr. Il se trouve en effet que l'insertion sociale se fait de plus en plus difficilement pour un étudiant qui veut se tailler une place au soleil dans le paradis capitaliste". Cette illusion érotique qui motive les étudiants à traverser les barrages des examens, des cours "plattes", des profs idiots, tend également à révéler sa véritable nature et à perdre beaucoup de ses attraits.

Un certain nombre d'étudiants en prennent conscience et refusent la finalité de l'enseignement et de l'Université elle-même.

Au siècle dernier, un étudiant célèbre, Karl Marx, a fini ainsi par trahir sa classe de destination. D'idéologue de la bourgeoisie révolutionnaire allemande, il a compris en dépassant les limites de son propre milieu social ce qu'était la

réalité du développement de la société capitaliste. Depuis des cohortes de "traîtres" ont accompli une démarche semblable.

Nous nous situons dans ce courant car nous allons essayer de trahir la classe dominante du mieux que nous pourrons.

Marx disait aussi qu'en son temps la bourgeoisie a son apogée attirait les plus belles femmes de la société et drainait ainsi toutes les couches sociales.

Aujourd'hui il suffit de se rendre à une de ces mascarades que sont les congrès des vieux partis bourgeois pour se rendre compte que les choses ne sont plus ce qu'elles étaient.

Ainsi la bourgeoisie perd peu à peu sa clientèle attirée: les étudiants arrivistes et les prostituées de luxe.

Le parallèle entre ces deux catégories d'individus est tout à fait justifié: Leur critère de référence commun est que leur mérite se mesure à la valeur des services qu'ils offrent à la classe dominante.

Un étudiant arriviste qui vise à se creuser un trou au sein de l'institution universitaire a de fortes chances de donner le jour à un professeur arriviste, fier de ses titres, de ses pseudos-recherches, de son influence, des travaux effectués par ses étudiants qu'il prend la peine de publier sous son nom.

En sciences sociales, la prostitution à l'égard de la classe dominante est évidente, elle prend même un caractère de masse.

En août 1968, un sociologue américain, Martin Nicolaus, dénonçait au Congrès de l'American Sociological Association (ASA), la servilité des sociologues nord-américains en ces termes:

"Les sociologues montent la garde à leur poste et rendent compte à leurs maîtres des mouvements de la populace laborieuse. Les sociologues les plus aventureux se déguisent en hommes du peuple, vont se mêler aux paysans "sur le terrain" et en reviennent avec des livres qui brisent la défense secrète dans laquelle s'enveloppe une population asservie, la rendant ainsi plus vulnérable à la manipulation et à l'encadrement."

Quand la classe bourgeoise avait une certaine vigueur, quand elle était révolutionnaire en Europe et en Amérique du Nord au 18<sup>e</sup> siècle, elle apportait avec elle la meilleure vision de la société humaine (Voltaire, Diderot, Franklin...).

A son apogée au 19<sup>e</sup> siècle dans la période du capitalisme de concurren-

ce, la classe bourgeoise produisait encore des analyses sociales qui conservaient un certain aspect scientifique (Comte, Durkheim, Weber...) et en tout cas justifiait la société capitaliste comme la meilleure possible.

A cette époque une partie des intellectuels et idéologues de la bourgeoisie la plus radicale rejeta dans les faits la vision bourgeoise du monde et se mirent en rupture de classe en prenant conscience que seule la classe ouvrière était le sujet social d'ou pouvaient se construire les visions les plus scientifiques de la société donc révolutionnaire. (Karl Marx, Engels...)

Aujourd'hui seuls des savants prostitués parlent au nom de la classe bourgeoise de la période des monopoles, ainsi les sciences sociales

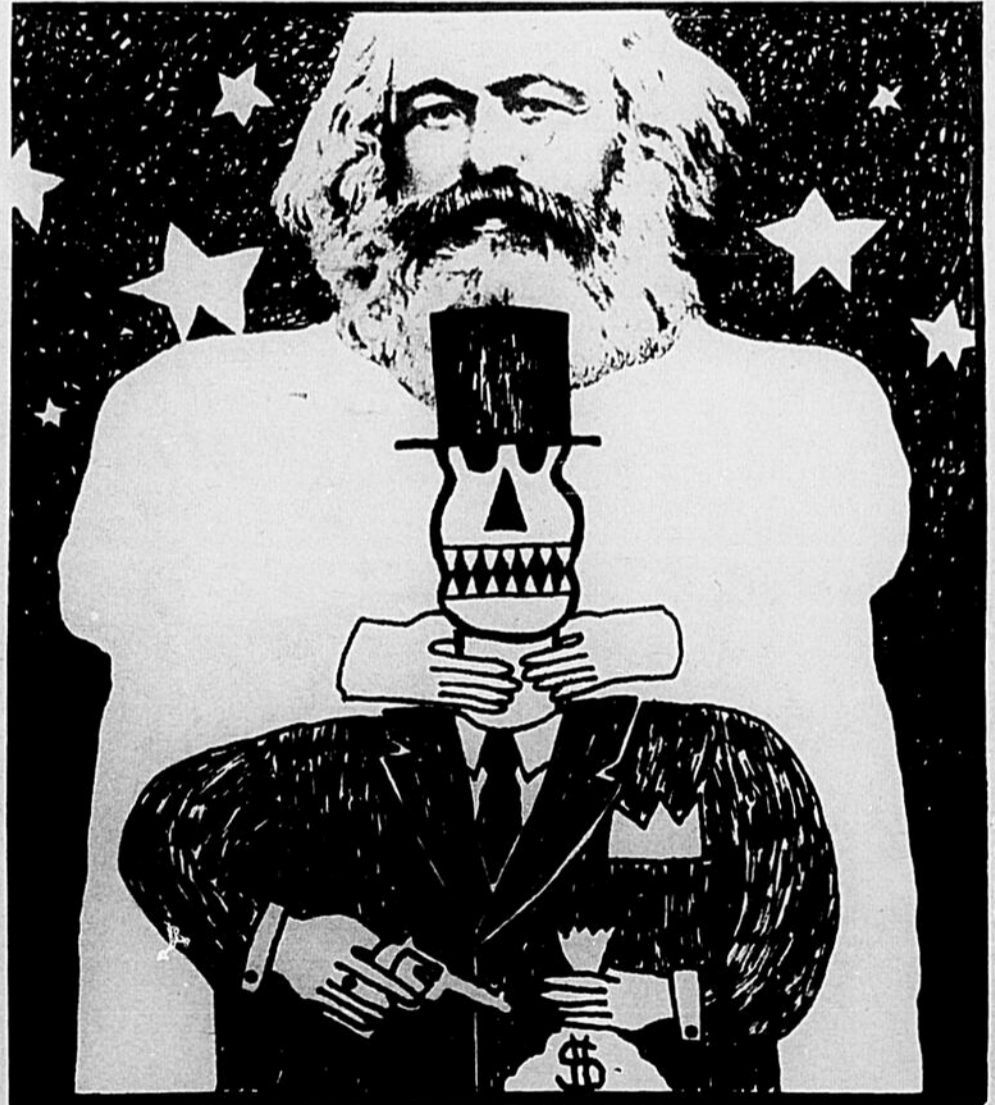
sont devenues complètement idéologiques et soumises aux ordres des puissances d'argent.

Le maître à penser de cette sociologie est l'américain Talcott Parsons père de l'avorton fonctionnaliste.

En sciences sociales, la sensation d'étouffement de tout sens critique est particulièrement évidente, car les sciences sociales sont devenues complètement idéologiques, elles ne servent pas à mieux comprendre la réalité de la société mais à mieux asseoir la domination de la classe bourgeoise.

Le but de la faculté des Sciences est de transformer les étudiants en ignares cybernétiques.

Notre but, est de rejeter ce lavage de cerveau et de continuer à rester dans le cadre universitaire avec une perspective politique de lutte.



"un étudiant nommé Marx..."

## du côté de la Bourgeoisie

# LA RIPOSTE DES PEUPLES ARABES

La récente flambée du Moyen-Orient a créé une situation nouvelle dans cette région du globe. La collusion entre les Etats-Unis et l'Union Soviétique est en effet devenue plus évidente, la question de fond qu'est le problème palestinien a été remise de l'avant et la solidarité des peuples arabes a atteint un nouveau sommet.

La résolution 338 du 22 octobre, convoquée par les deux "super-puissances", a clairement montré la nature de leur collaboration: devant les risques que constituait pour leurs intérêts un affrontement prolongé au Moyen-Orient, ils ont le plus rapidement possible cherché à rétablir la situation de "ni guerre ni paix" qui prévalait avant le 7 octobre. Cette situation leur permet en effet d'étendre à volonté leur zone d'influence sur les pays de la région, dans le but d'améliorer leurs positions stratégiques respectives et l'exploitation des richesses naturelles et des masses arabes. Chaque super-puissance a "ses" protégés (les Etats-Unis, Israël, et l'Union Soviétique, les pays arabes) mais défend surtout ses propres intérêts politiques

et économiques. L'URSS joue en particulier un double jeu ouvert: il vend (à fort prix) des armes aux Arabes tout en permettant l'émigration de juifs en Israël (et cela, même durant la guerre). Cette émigration vise à résoudre des problèmes internes et externes (l'URSS court après la "clause de la nation favorisée" dans son commerce avec les Etats-Unis). Assez importante numériquement, elle fournit surtout aux sionistes des compétences techniques.

De cette manière, les Etats-Unis gardent la main haute sur l'Etat d'Israël, leur avant-poste au Moyen-Orient, tandis que l'URSS soumet davantage à son contrôle les pays arabes, mousses des affaires d'or et donne un coup de pouce aux sionistes.

La résolution 338 a surtout ce triste mérite de ne rien régler de la question fondamentale, puisqu'elle n'en parle presque pas. Et cette question, c'est le problème palestinien, le problème de l'expulsion hors de ses terres et de ses foyers, depuis 1948, du peuple palestinien par les colons juifs.

La dernière guerre aura malgré tout permis de remettre sur le tapis cette question. La Résistance palestinienne, porte-parole et avant-garde du peuple palestinien pour sa libération, est depuis peu courtisée de toutes parts. L'Union Soviétique, en particulier, a invité tous les dirigeants de la Résistance à Moscou pour parler de leur participation éventuelle à des pourparlers de paix.

Il semble que jusqu'à présent, les dirigeants palestiniens se soient majoritairement mis d'accord pour participer à une conférence de paix, et à accepter, comme premier pas d'un règlement final, la création d'un Etat palestinien sur la rive ouest du Jourdain et dans la bande de Gaza, actuellement occupés par Israël. Leur objectif à long terme n'en demeure pas moins la création d'un Etat palestinien démocratique et laïque où Arabes palestiniens et juifs pourraient cohabiter pacifiquement.

L'élément le plus spectaculaire qui ressort de ce conflit, du moins pour les pays occidentaux, est l'embargo sur le pétrole imposé par les pays arabes. Certains pays sont

plus particulièrement touchés que d'autres, à cause de leurs prises de position en faveur des sionistes israéliens, comme les Etats-Unis et les Pays-Bas. Cet embargo a le double mérite de renforcer la solidarité des peuples arabes entr'eux et avec le peuple palestinien, et d'aiguiser les contradictions entre pays impérialistes.

De nombreux Palestiniens estiment que cet acte de soutien, et l'insistance des pays arabes à souligner leur problème, les a plus aidés que les négociations actuellement en cours entre l'Egypte et Israël, par exemple.

On peut également souligner les positions adoptées par les pays d'Europe sur le conflit, qui demandent le retrait des troupes israéliennes des terres arabes occupées depuis 1967, ce qui a fait grimacer les sionistes, Golda Meir et Abba Eban en tête (respectivement premier ministre et ministre des Affaires Extérieures d'Israël).

Mais surtout, il y a la récente décision du Japon, pour qui l'embargo est désastreux, de réviser ses positions sur le Moyen-

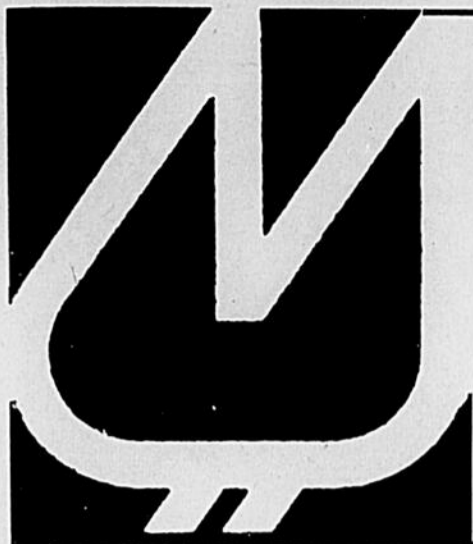
Orient et de réclamer lui aussi le retrait d'Israël des territoires occupés.

Le pétrole est en effet la principale source d'énergie de ce pays (l'électricité elle-même est obtenue par sa combustion), et l'embargo lui enlèverait 30 à 40% des ressources dont elle a besoin pour 1974.

Les Etats-Unis, qui "comprennent" les nécessités d'ordre économique, n'en ont pas moins exprimé leur "regret" de cette décision, qui n'est ni plus ni moins, à leurs yeux, qu'une capitulation.

L'arme du pétrole s'est avérée excellente et efficace. Si une utilisation n'est pas toujours désintéressée, en particulier du côté du capital politique que plusieurs dirigeants arabes cherchent à accumuler, elle oblige certains pays arabes à de durs sacrifices, eux qui tirent leurs profits surtout de la vente de ce produit, mais frappe l'ennemi en plein coeur et l'oblige à reculer. Beaucoup parlent d'un chantage malhonnête, mais oublient sans doute que ce pétrole appartient en premier chef aux peuples qui en vivent, et non à ceux qui les ont toujours pillés.





# LE MAGASIN

## VENTE SPECIALE DE DISQUES

**JUSQU'AU 21 DECEMBRE**

AU PAVILLON DES SCIENCES SOCIALES LOCAL VITRE  
(REZ-DE-CHAUSSEE)

### étudiants coréens

Depuis le 7 novembre, les étudiants de plusieurs universités à Séoul, la capitale, et à Kyongbuk, la 3e ville en importance, ont décidé du boycottage des cours.

Le 5 novembre, ils avaient fait connaître une déclaration appelant la population à lutter pour le retour à la démocratie. En effet, depuis 1945, l'armée américaine occupe la partie sud de la Corée... Le général Mac Arthur, alors général en chef, avait déclaré à ce moment: "... j'établis dès maintenant le contrôle militaire sur la Corée au sud du 38e parallèle ainsi que sur toute la population de cette région... tous les niveaux de gouvernement au sud du 38e parallèle ainsi que la population seront sous mon contrôle... la population devra obéir promptement à mes ordres. Les actes de résistance aux forces de l'ordre seront sévèrement punis..." La situation, aujourd'hui n'a guère fondamentalement changé. Les E.U. ont cependant installé, depuis 1948 un "gouvernement" à leur solde.

Comme dans beaucoup de pays où les E.U. sont intervenus pour conserver leur domination sur les peuples du Tiers-Monde, les droits démocratiques n'existent pas. Une dictature militaire a été instaurée.

Depuis des mois, la loi martiale a été établie dans le pays et le gouvernement fantoche s'est mis sur un pied de guerre contre la Corée du Nord. Cette dernière s'est libérée de la domination japonaise en 45 et a entrepris de conserver son indépendance nationale; aujourd'hui, la Corée du Nord avance rapidement et construit le socialisme.

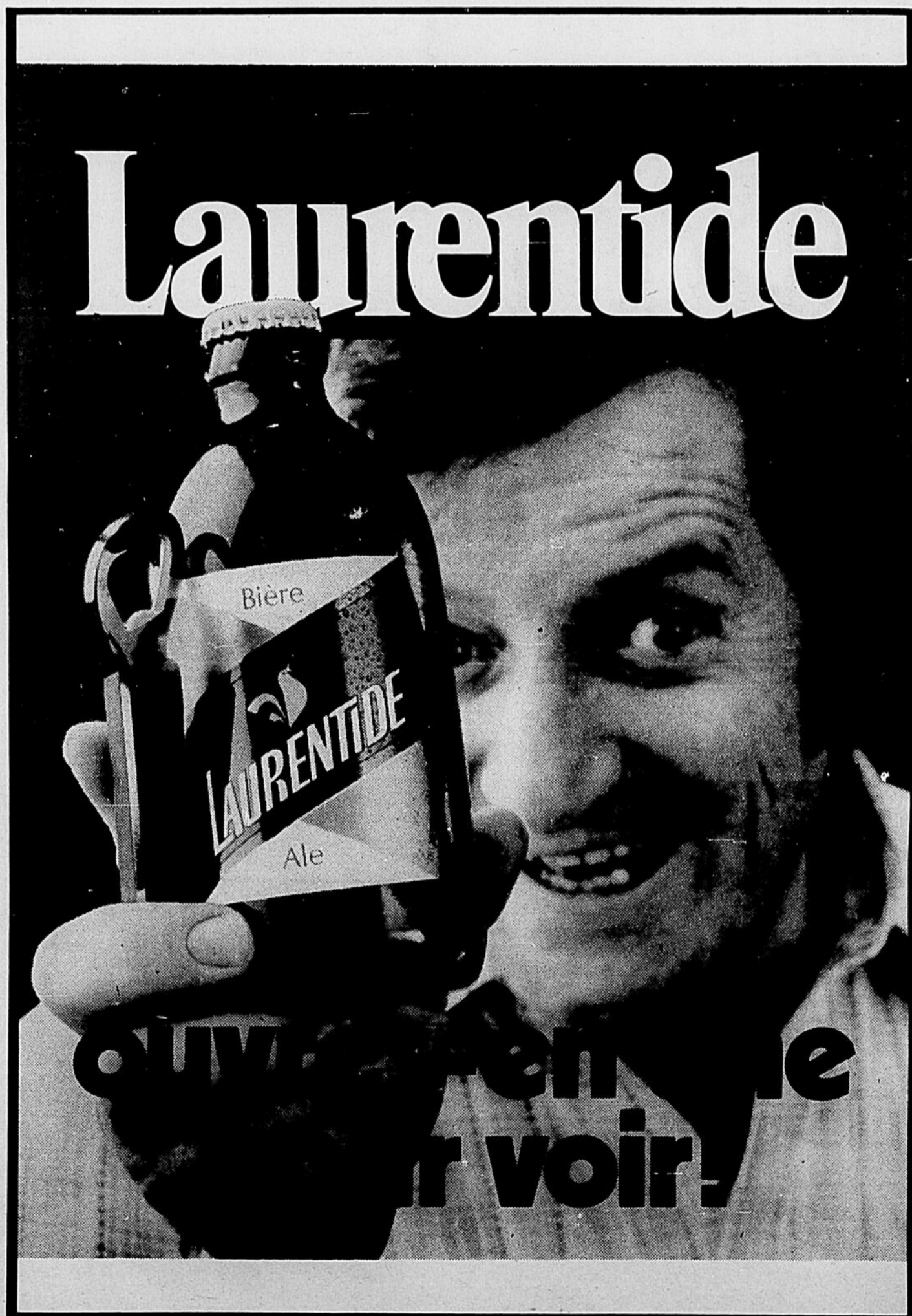
Cette division du pays, entre le nord et le sud, a amené toutes les forces progressistes au nord comme au sud à lutter contre l'intervention impérialiste américaine. Cette dernière constitue la seule entrave à la réunification.

Parallèlement, des négociations ont commencé entre le Nord et le Sud de la Corée en vue de permettre la réunification pacifique du pays. Mais le gouvernement fantoche dans le sud de la Corée n'a pas arrêté de violer les résolutions déjà acceptées.

De plus, en août dernier, un des leaders de l'opposition dans le sud de la Corée fut kidnappé par la CIA sud-coréenne à Tokyo (Japon).

C'est dans ce contexte que le Nouveau Parti Démocratique de Corée du Sud, a demandé à l'"assemblée nationale" le 7 novembre que le gouvernement accepte la responsabilité du kidnapping et démissionne. Le même jour, 400 étudiants de l'école Polytechnique de Séoul organisaient un rally qui décida de la grève illimitée. Ils dénonçaient le gouvernement Pak Jung Hee, exigeaient la fin de la répression et le démantèlement de la CIA sud-coréenne. 3 autres universités ont décidé par la suite de faire la grève illimitée.

# Laurentide



## Ouvrez en le pour voir!

# shellcast en lutte

quand t'es pas organisé...  
tu te fais organiser



Les 40 travailleurs de la compagnie Shellcast, petite fonderie à Montréal-Nord qui produit des pièces de machinerie de haute précision pour la United Aircraft et la Nasa, sont en grève depuis lundi le 19 novembre.

Très majoritairement des travailleurs immigrés (Espagnols, Portugais, Haïtiens, etc.) ils luttent depuis près d'un an pour l'obtention de la reconnaissance syndicale

(aux Travailleurs Unis du Pétrole) et, comme celle-ci se fait attendre, ils ont présenté il y a quelque temps une liste de revendications au patron:

- o Une hausse de salaire de \$1 l'heure pour tous, ce qui porterait le salaire horaire de chaque travailleur à \$3.50

- o Des congés de maladie

- o La réparation et l'amélioration de la machi-

nerie afin qu'elle soit un peu moins dangereuse. A l'heure actuelle le patron "arrange" lui-même ses machines et les normes de sécurité sont le dernier de ses soucis.

Face à ces demandes le patron a d'abord opposé un silence indifférent, puis a entrepris de briser par tous les moyens la solidarité qu'il voyait se développer dangereusement parmi les ouvriers. Il a ainsi proposé individuellement à chacun des hausses de salaire différentes selon ses préférences. Mais les travailleurs ont refusé catégoriquement de se laisser diviser par ce genre de manoeuvre, et ils continuent à réclamer la même hausse de salaire pour tous.

Ecoeuré d'attendre que le patron réponde enfin sérieusement à leurs demandes, les 40 travailleurs de Shellcast ont décidé lundi le 19 dans l'après-midi de faire un arrêt de travail de 15 minutes. Pour toute réponse le patron a tout simplement signifié au futur président du syndicat qu'il était congédié sur le champ parce qu'il incitait les ouvriers à "faire du trouble". Celui-ci est donc sorti...et les 39 autres travailleurs aussi!

Ils ont alors entrepris de s'organiser pour mener la lutte qui risque d'être très dure. Trois comités ont été formés:

- Un comité de piquetage

Les grévistes considèrent pour l'instant qu'un piquetage massif devant l'usine serait assez suicidaire dans une grève sauvage comme celle-ci; par conséquent le comité organise la simple surveillance de l'établissement pour voir s'il y rentre des scabs ou si des pièces en sortent.

Par ailleurs il organise des "marches" dans les rues de Montréal-Nord où il y a plusieurs autres petites entreprises semblables qui sur-exploitent des travailleurs immigrés et des travailleurs québécois; les grévistes de Shellcast font ainsi connaître leur lutte aux autres travailleurs du quartier d'une façon tout à fait directe.

- Un comité d'information

Il se charge des contacts avec les groupes extérieurs et de la popularisation de la lutte.

- Un comité de négociation

Le moins qu'on puisse dire est que ce comité a eu très peu de travail jusqu'à maintenant, le patron se refusant catégoriquement à toute négociation!

Jeudi le 22 novembre les travailleurs de Shellcast, récemment devenus grévistes, ont soudainement acquis le statut de chômeurs. En effet le patron leur a signifié par une pancarte à la porte de l'usine qu'ils recevraient leur dernier chèque de paye par courrier recommandé avec leur

4% pour cause de congédiement.

Et voilà balayés du revers de la main les fameux 40 emplois pour lesquels le soi-disant l'Honorable Jean Marchand avait fourni en 1971 au futur patrons de Shellcast la presque totalité (soit environ \$38,000) du capital nécessaire à l'installation de son usine. Il est clair qu'une telle aide n'avait rien à voir avec une généreuse création d'emplois. Elle avait surtout pour but de permettre de produire à bon compte, dans une petite entreprise qui exploite des travailleurs immigrés sous-payés et non-syndiqués, des pièces de machinerie indispensables aux grandes entreprises d'aéronautique à qui cela coûterait plus cher de les produire elles-mêmes.

La grève des travailleurs de Shellcast aura certainement une grande importance dans la lutte des travailleurs immigrés contre la sur-exploitation qu'ils subissent. Elle constitue aussi un pas en avant dans la solidarité entre les travailleurs québécois et les travailleurs immigrés; en effet les grévistes de Shellcast ont participé activement au piquetage devant les distributeurs Firestone et le soutien s'organise maintenant, dans les différents groupes populaires et au comité étudiant de solidarité, conjointement à Firestone, Gypsum et Shellcast.

## Tous au meeting Chili au Forum 1er décembre à 13 heures

